

# La Belgique francophone résiste encore et toujours au Ceta

## LE RÉSUMÉ

Les **négociations entre la Wallonie et le Fédéral**, n'ont abouti à **aucun accord hier soir**. Le comité de concertation se réunit ce matin.

«Le travail continue», a indiqué Paul Magnette.

## Le sommet Europe-Canada n'est pas annulé. Mais Magnette refuse de s'enfermer dans un calendrier.

FRÉDÉRIC ROHART

**A** l'optimisme du Premier ministre canadien Justin Trudeau, qui a décidé lundi de ne pas annuler le sommet UE-Canada de demain, les Belges ont répondu par une reprise du dialogue. Didier Reynders a convoqué Paul Magnette et les autres dirigeants des entités fédérées à un comité de concertation à Bruxelles, mardi après-midi. Le ministre-président wallon est arrivé en refusant catégoriquement de s'enfermer dans un calendrier: «On ne peut pas nous forcer à céder sous la pression.» En cas de nouvel ultimatum, a-t-il ajouté, «nous cesserons les négociations». «On a déjà reçu trois ultimatums, on n'en acceptera pas un quatrième, d'où qu'il vienne.» Plus tôt dans la journée, le leader libéral du Parlement européen Guy Verhofstadt avait estimé que si les discussions n'aboutissaient pas pour la prochaine réunion des ministres européens responsables du Commerce, ceux-ci devraient déclarer le Ceta «non

mixte» pour pouvoir l'adopter en se passant de l'avis wallon. En arrivant à la table des négociations, le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders n'a fait aucune référence à cette option. «On va voir comment répondre aux préoccupations de chacun», a-t-il déclaré. «On est vraiment sur le dernier élément de discussion, j'espère qu'on va pouvoir en sortir.

Mais comme vous le savez, c'est la dernière virgule, le dernier mot, qui sera probablement le plus important», a-t-il ajouté.

### «Complètement irréaliste»

La poursuite des négociations a donné lieu à de nombreux commentaires, notamment au Parlement européen, où les eurodéputés tiennent session cette semaine. «Le Ceta n'est pas mort, il n'est pas moribond», a assuré le chef de file conservateur Manfred Weber (PPE, comme le cdH). Son collègue libéral Guy Verhofstadt a fait une sortie beaucoup plus remarquée en suggérant qu'il faudrait en cas d'enlisement des négociations passer au-dessus de la volonté des Parlements belges. Au cours d'une conférence de presse, l'ex-Premier ministre belge a suggéré que la prochaine réunion des ministres du Commerce, le 11 novembre, pourrait très bien décider de changer la proposition de la Commission européenne de faire du Ceta un traité «mixte» – nécessitant donc l'aval des Parlements nationaux. Faire ratifier ce traité par 38 parlements régionaux et nationaux est «complètement irréaliste», a considéré le libéral, ajoutant qu'il faut à ses yeux «revenir à des négociations commerciales comme une compétence exclusive de l'Union européenne».

La déclaration a provoqué un tollé à gauche et dans la société civile. «Cette option est totalement inacceptable et représente un réel déni de démocratie», a notamment réagi le coprésident du groupe écologiste du Parlement européen, Philippe Lamberts.

Le blocage wallon a par ailleurs suscité de nombreuses réactions à travers l'Europe, souvent pour soutenir une démarche démocratique entreprise avec rigueur. Une péti-

tion circulait en soutien «à Paul Magnette contre le Ceta et par extension contre le Tafta (ou TTIP)». Et selon un sondage relayé par La Libre, 70% des francophones soutiennent

Magnette contre le Ceta. À Londres, le secrétaire d'Etat au Commerce Liam Fox faisait face hier aux députés qui lui ont demandé de «justifier le manque de débat sur le Ceta avant que sa signature et son application provisoire soient mises à l'agenda». Le ministre social-démocrate allemand de l'Économie Sigmar Gabriel a accusé la Commission européenne d'avoir échoué à répondre aux inquiétudes des gens. L'eurodéputée socialiste flamande Kathleen Van Brempt a soutenu la démarche wallonne: «Après cet incident, le débat politique sur les accords commerciaux ne sera plus jamais le même. Ça devient beaucoup mieux», considère-t-elle.

Et les soutiens aux francophones belges ne viennent pas que des rangs «amis». L'extrême droite instrumentalise ainsi l'image du «village gaulois» wallon pour le mettre au service d'un discours anti-européen très éloigné de l'esprit dans lequel les francophones belges se placent. Un député Front national français a notamment appelé ses «amis wallons» à tenir bon, eux qui font «revivre l'esprit des Grecs de l'antiquité qui repoussèrent l'assaut de l'empire perse» (sic).

La Wallonie n'est pas le dernier bastion de la résistance au Ceta, a par ailleurs rappelé le gouvernement germanophone. Alors que le gouvernement fédéral avait fait savoir, lundi, que quatre gouvernements refusaient encore de donner les pleins pouvoirs au Fédéral pour la signature de l'accord – Wallonie, communauté française, Bruxelles et chambre francophone bruxelloise (Cocof) –, la Communauté germanophone de Belgique a souligné qu'elle non plus n'avait pas donné les pleins pouvoirs au ministre Reynders. En réalité, le gouvernement d'Eupen conditionne sa délégation des «pleins pouvoirs» à un accord unanime des autres entités belges.

«Revenir à des négociations commerciales comme une compétence exclusive de l'Union européenne.»

GUY VERHOFSTADT  
LEADER LIBÉRAL  
AU PARLEMENT  
EUROPÉEN

## Les investisseurs n'ont pas oublié les 540 jours sans gouvernement

Pour ceux qui accompagnent les investisseurs étrangers en Belgique, le veto wallon ne fait qu'accentuer une image déjà passablement écornée.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

**S** i la posture du village wallon assiégé et peuplé d'une poignée d'irréductibles a certes quelque chose d'exaltant, les lendemains risquent fort d'être placés sous le signe du désenchantement. C'est en tout cas ce qu'il ressort des contacts pris chez les spécialistes de la consultance internationale.

Herwig Joosten publie chaque année pour EY un rapport sur les investissements étrangers en Belgique. Il estime que les événements actuels ne feront qu'accentuer l'image d'un pays «bureaucratique, livré à l'ingérence étatique». Détail non négligeable, les dégâts en termes d'image ne toucheront pas

que la Wallonie, prévient-il. «N'attendez pas d'un investisseur étranger qu'il fasse la différence entre Wallonie et Flandre, il ne connaît aucun des deux. Par contre, il connaît Bruxelles et la Belgique. Et le veto wallon portera atteinte à la réputation de la Belgique dans son ensemble. L'investisseur se demande comment il est possible que le pays qui héberge les institutions européennes puisse tout bloquer à cause d'une entité récalcitrante.»

### L'investisseur s'interroge

André Claes, associé chez Deloitte, se trouvait à l'étranger au moment où nous l'avons contacté. «Ici, personne n'avait jamais entendu parler de Paul Magnette. Un ministre régional, c'est un peu comme un ministre de Land allemand, ou un chef de Canton suisse...»

André Claes craint par contre l'impact produit par le refus wallon auprès des investisseurs étrangers. «Que le parlement wallon ait raison ou tort importe peu finalement. Ce qui est certain en revanche, c'est qu'un dommage ré-

putationnel a été causé. Les investisseurs s'interrogent sur la capacité de la Belgique à organiser le débat démocratique. Ils se demandent s'il y avait une réelle obligation de faire approuver ce type de traité par les assemblées régionales. En Allemagne par exemple, le texte n'a pas fait le tour des parlements des Länder.»

Le fiscaliste met aussi en garde contre le phénomène de répétition, après le fâcheux précédent des 540 jours sans gouvernement. «Cette longue crise gouvernementale a marqué

### STATISTIQUES

#### BALANCE COMMERCIALE EXCÉDENTAIRE

En 2014, le Canada était le **19<sup>e</sup> client mondial** de la Belgique. Les exportations belges avoisinent les 2 milliards d'euros, ce qui fait du Canada notre troisième marché le plus important sur le continent américain après les Etats-Unis et le Brésil. Notre balance commerciale avec le Canada est tradi-

tionnellement **excédentaire**.

En 2012, la Belgique était le 14<sup>e</sup> investisseur étranger au Canada, tandis que la Belgique était le 11<sup>e</sup> pays de destination des investissements canadiens dans l'Europe des 28.

En ce qui concerne la Wallonie, le Canada était son 29<sup>e</sup> client en 2014. Il est vrai qu'on parle de volumes relativement limités, puisque les exportations vers le Canada ne représentaient en 2015 que 0,31% du total des exportations wallonnes. Et la Wallonie ne comptait que pour 9% des exportations belges vers le Canada. Il n'empêche, la Wallonie affichait en 2012 un excédent commercial de 177 millions d'euros. Les secteurs les plus porteurs pour les exportations sont les **produits chimiques et pharmaceutiques** (61,9% du total en 2015), les équipements industriels (11%) et les produits alimentaires (7,9%), avec les bières, chocolats, biscuits, fromages et salaisons.

J.-P.B.

les esprits. Lorsqu'on évoque la Belgique aux Etats-Unis, cet épisode revient régulièrement dans les conversations.»

Mais ce qu'André Claes redoute surtout, c'est l'impression donnée par la Belgique de ne pas avoir de stratégie à long terme. «On parle de supprimer les intérêts notionnels, alors que l'Europe pense à les généraliser. On rejette le Ceta. À force de nager à contre-courant, on risque un jour de s'essouffler et d'être emportés par le courant.»

### Pays en déliquescence

Christian Cheruy, avocat associé chez Loyens & Loeff, est lui aussi régulièrement confronté à l'étranger avec l'image d'un «pays en déliquescence» héritée de 540 jours sans gouvernement. Le drame du Ceta rappelle ces heures sombres sur la scène internationale. «Nous tentons de promouvoir la Belgique, malgré son coût salarial plus élevé et démontré. Si on ajoute à cela le message comme quoi le commerce international, avec un pays civilisé et démocratique comme la Canada, les Belges n'en ont rien à faire, autant tout de suite arrêter. Bien sûr, c'est un peu réducteur. Mais ce

qui compte à l'international, c'est la simplicité, cohérence et lisibilité du message. La perception des choses prime toujours sur la pertinence des arguments.»

Et Christian Cheruy de citer en exemple les Pays-Bas et la Suisse. «Ce ne sont pas des pays évidents pour lancer des projets, mais au moins ils veillent à ce qu'il y ait une cohérence dans la perception. Alors qu'en Belgique, tout est fait à la petite semaine. On ne sait pas vers où on veut aller. Au lieu de cela, les multinationales sont dans la ligne de mire, on parle de réduire l'ensemble des niches fiscales à l'impôt des sociétés mais de ne pas diminuer le taux de l'impôt pour les grandes entreprises, ou très peu. La posture de la Région bruxelloise, hôte de la capitale de l'Europe, interpelle aussi. Avec quels atouts cohérents va-t-on pouvoir profiler la Belgique?»

### «La longue crise gouvernementale de 2010-2011 est encore dans les esprits.»

ANDRÉ CLAES  
DELOITTE

## ENTREPRISES

# Les sociétés wallonnes craignent pour leur image et un exode de compétences

Alors que négociateurs européens et canadiens s'efforcent toujours de surmonter les derniers obstacles à la signature du traité Ceta, les acteurs de terrain se cantonnent dans une prudente expectative. Ils veulent croire que les ouvertures déjà obtenues de l'autre côté de l'Atlantique ne seront pas mises à mal par un éventuel échec.

La société liégeoise **Univers Drink**, spécialisée dans les vins et les mousseux sans alcool, compte sur la spécificité de son produit pour ne pas pâtir d'un échec éventuel des discussions euro-canadiennes.

«Nous avions déjà eu de petites touches avant la mission économique de 2015, et depuis lors, nous avons pu trouver un distri-

buteur sur place. Mais à ce stade, je ne sais pas quelle sera la réaction des Canadiens à un échec du Ceta», dit Arnaud Jacquemin, l'administrateur délégué d'Univers Drink. Qui reste néanmoins optimiste. «Ce serait dommage de ne pas aboutir à un accord commercial qui profite à tout le monde», dit-il.

Chez **Sunday Pistols**, une société de production active dans le transmédia, autrement dit les nouvelles formes narratives (web-séries, jeux interactifs, réseaux sociaux...), on craint davantage

une perte d'image qu'un éventuel impact sur les échanges avec le Canada.

«Nous sommes une petite structure, ce qui nous permet de nouer des contacts directs

avec nos interlocuteurs. Les négociations euro-canadiennes visent plutôt à favoriser les échanges de région à région», estime Kamal Messaoudi, directeur de la communication. Implantée à Braine-l'Alleud, Sunday Pistols est donc une entreprise wallonne. Elle craint pour son image de marque. Cela tombe mal: essentiellement présente en Ontario, Sunday Pistols s'efforce d'élargir son champ d'activité à la région anglophone.

Les responsables de l'entreprise brainoise ont une autre crainte: l'exode des compétences vers le Canada, une réalité à laquelle ils sont déjà confrontés. «Les Canadiens peuvent bénéficier de crédits d'impôts pour engager des exper-

tises bien ciblées. Ils pourraient dès lors débaucher plus rapidement des profils spécifiques», souligne Kamal Messaoudi.

«J'espère qu'en cas d'échec du Ceta, le partenariat pour les start-ups liant l'Awex au Québec et les fonds de coproduction belgo-canadiens ne seront pas bloqués», ajoute-t-il. L.V.D.

### «Les Canadiens ont des crédits d'impôts pour engager des expertises ciblées. Ils pourraient débaucher des profils spécifiques.»

KAMAL MESSAOUDI  
DIRCOM DE SUNDAY PISTOLS

## VU DE MONTRÉAL «Les Libéraux ont appris que le monde n'est pas là pour plaire au Canada»

Colère, incompréhension et propos bien peu diplomatiques. Les Canadiens comprennent mal le blocage wallon. Avant de reprendre l'avion pour Ottawa en fin de semaine, la ministre du commerce international du Canada, Chrystia Freeland, s'est dite «très déçue», ne comprenant pas pourquoi l'UE ne pouvait pas signer un accord «même avec un pays si gentil et avec beaucoup de patience comme le Canada». Tant les médias que l'opposition conservatrice ont dénoncé à Ottawa ces déclarations de Chrystia Freeland et un certain amateurisme de celle qui fut journaliste. «Elle (Chrystia Freeland) est fatiguée et a travaillé fort, très fort? Eh bien devinez quoi? C'est notre métier», a déclaré le chef du Parti conservateur, Rona Ambrose. Au-delà de cette pique, le sentiment qui prévaut au Canada ou que veut faire prévaloir Ottawa pour maintenir la pression, est un ras-le-bol envers l'UE. Notamment dans les milieux d'affaires. Le Canada Europe Roundtable, un lobby d'affaires canadien qui compte aussi

des entreprises européennes parmi ses adhérents, est le plus virulent. «Un échec de ratification de l'AECG endeuillerait les relations entre l'Union européenne et le Canada», a estimé le président de l'organisme, Jason Langrish, dans une lettre ouverte.

La Wallonie fait la couverture des médias locaux depuis plus de deux semaines. «Les socialistes francophones sont comme une minorité qui n'a plus de pouvoir, alors ils sont heureux d'exercer leur pouvoir de veto», a estimé lundi la chaîne publique Canadian Broadcasting Corporation. Ce ton vengeur, répandu il y a

encore une semaine, devient plus rare. Radio-Canada précisait lundi qu'il «faut aller au-delà du mépris affiché par certains décideurs (...) qui dénigrent la démocratie belge parce qu'ils sont peu nombreux».

Si l'accès à l'immense marché européen est crucial pour les céréaliers du Manitoba et du Saskatchewan, mais aussi pour l'importante industrie d'assemblage automo-

bile ontarienne, le professeur de droit économique de l'Université du Québec à Montréal, Georges LeBel, écrit mardi dans le quotidien Le Devoir que «la signature par le Canada donne à toutes les firmes d'origine états-unienne un accès direct pour leurs filiales canadiennes au marché européen (...) sans aucune contrepartie pour les firmes d'origine européenne contre les États-Unis». Comme le soulignait le journaliste Matt Gurney dans le quotidien The National Post, lundi: «Les Libéraux ont appris que le monde n'est pas là pour plaire au Canada».

LUDOVIC HIRTZMANN, À MONTRÉAL

### «Il faut aller au-delà du mépris affiché par certains décideurs qui dénigrent la démocratie belge parce qu'ils sont peu nombreux.»

RADIO CANADA

# «Wallonix» Magnette et les Canadiens, chapitre 2

RÉCIT  
MARTIN BUXANT

Ce lundi soir, c'est Trudeau qui appelle. Justin Trudeau appelle Charles Michel. La ligne Ottawa-Bruxelles chauffe, on le sait, comme une bonne friture sauce poutine. Le Premier ministre canadien, d'un naturel affable et jovial, croit encore dur comme fer que la Wallonie, cette «province wallonne», va rentrer dans rang. «On connaît ça, nous, au Canada, les provinces. On connaît», ne cesse-t-il de répéter à son homologue.

L'homologue en question, le Belge, est, à ce stade de la conversation, nettement plus pensif et réservé que le Canadien. Il sait, pour en avoir discuté «trois à cinq fois par jour» avec Paul Magnette ces derniers temps, que d'atterrissage wallon sur ce dossier, il ne sera que difficilement question cette semaine.

## Trudeau tombe de haut

«Je pense que nous devons être lucides, ce sera très difficile de faire en sorte que la Wallonie change de position à court terme, du moins avant le sommet de la fin de cette semaine», explique Michel, oscillant entre réalisme et désillusion. Et Trudeau tombe de haut. C'est que ni le président du Conseil européen Donald Tusk, ni le patron de la Commission Jean-Claude Juncker ne l'ont véritablement préparé à cette éventualité. Ces deux-là sont partis du postulat que les Wallons changeraient leur fusil d'épaule avant le sommet européen de cette semaine et que tout rentrerait dans l'ordre. Une mauvaise blague belge, en quelque sorte.

La conversation entre les deux libéraux est longue, largement plus d'une demi-heure. Trudeau est «sidéré», voire «halluciné» de la tournure qu'ont prise les événements. «C'est quand même triste pour l'Europe», finit-il par lâcher. «Comment allez-vous faire avec la Grande-Bretagne?», souffle alors le Premier ministre canadien.

Chaque chose en son temps. Dimanche matin, il fait brouillard et, à Bruxelles, l'air est humide. Le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders et la commissaire en charge du dossier Cecilia Malmström sont dans les starting-blocks. Une réunion doit avoir lieu avec Paul Magnette sur le coup des 9h30. Mais Magnette se décommande – il ne viendra pas. Les textes de compromis de la Commission européenne lui sont parvenus une demi-heure plus tôt et, passez-lui l'expression, «c'est du vrai foutage de gueule». «On ne transmet pas des textes aussi techniques trente minutes avant le début d'une réunion», peste-t-il devant ses collaborateurs. La réunion est postposée à 14 h mais, encore une fois, le délai est jugé trop court par les Wallons. Malgré les tentatives de Reynders qui

joue du sms pour forcer la tenue d'une réunion.

## Résistance 3.0

C'est en forgeant qu'on devient forgeron et Magnette a pris de l'assurance ces derniers jours. «Bientôt, il parlera d'égal à égal avec Dieu», s'amuse un ministre. Magnette ou plutôt «Wallonix»: le ministre-président wallon, galvanisé par le peuple de gauche, dont le soutien afflue de toutes parts depuis une semaine, joue une partie serrée. Son cabinet a reçu 5.000 mails de soutien et 2.700 messages privés sur Facebook. Ses tweets sont retweetés des milliers de fois, c'est la résistance 3.0, «Wallonix» en est persuadé.

D'autant qu'à ses côtés, le petit guerrier wallon peut compter sur le soutien d'un acolyte rondouillard, roublard et rusé comme pas deux, tombé dans la potion magique des bons mots et des phrases assassines quand il était petit, le centriste André Antoine.

En attendant, le président du Parlement européen, le socialiste Martin Schulz, entre également dans la danse, ce dimanche, il peste, il veut joindre Charles Michel mais n'y parvient pas. C'est Guy Verhofstadt qui lui transmet le numéro de portable du Premier ministre – «la seule chose que Verhofstadt ait fait dans ces négociations», commente un observateur de premier plan.

Notez aussi, et c'est souligné par plusieurs Belges, «les tirages de maillot incessants entre Tusk, Juncker et Schulz», compliquent l'affaire.

Passe le dimanche et arrive l'aube du lundi. Au jeu de qui dégainera le premier, André Antoine dit tout le mal qu'il pense des ultimatum européens dès le lever du soleil, à la radio. «Il ne sera pas possible de tenir les délais imposés», s'empare-t-il. Et il tire tous azimuts. Contre l'Europe et contre les libéraux, sa cible favorite. «Quand dédédé fâché, lui toujours faire comme ça», rigole un ministre wallon.

Puis «Dédédé» s'en va retrouver Paul Magnette, comme remplaçant de luxe du ministre Maxime Prévot, coïncé sur un aéroport au retour d'un voyage en Tunisie. Les deux Wallons Magnette et Antoine lisent la tactique avant une session du comité de concertation (dites: codeco) qui s'annonce houleuse.

Magnette est littéralement pendu à son téléphone. Di Rupo appelle Magnette, Lutgen appelle Antoine, Magnette appelle Lutgen et vice-versa. «Ça crie et ça s'engueule», dépeint un président de parti. Au vu de la pression, ça n'est guère étonnant. «On a dû rattraper Paul une ou deux fois et lui dire qu'on le trouvait trop souple», certifie un centriste. Depuis l'arrière-salle, les présidents de parti s'assurent que leurs chevaux ne faibliront pas.

## Comité de concertation

Au Lambermont, le Premier ministre donne le coup d'envoi d'un comité de concertation qui sera plié en une trentaine de minutes.

«Je suis obligé d'avoir une réponse formelle, oui ou non, pour Donald Tusk», explique Charles Michel à la kyrielle de socialistes présents (et à Prévot, enfin revenu de Tunisie).

Paul Magnette proteste, il voudrait sortir de cette case binaire, ce oui ou non.

«On peut discuter», dit-il. Le ton professoral du Premier ministre l'agace. «Michel a ce côté instituteur qui parle à ses élèves», râle d'ailleurs un Wallon. «Faux, il est resté tout à fait neutre», s'oppose un autre.

Michel, néanmoins, monte dans les tours.

«Ce que tu fais est anticonstitutionnel,

Paul!» lance-t-il à Magnette. «Tu n'as pas à recevoir des représentants du gouvernement fédéral canadien sans présence du Fédéral!» claque Michel, allusion à la désormais célèbre visite de la ministre Chrystia Freeland en bord de Meuse le vendredi précédent. «On bafoue allégrement la Constitution.»

Magnette admet qu'il flirte avec la ligne. «Mais c'était à la demande des Canadiens, ce sont eux qui ont demandé à nous voir!» réplique-t-il.

Bref, l'affaire est pliée, c'est toujours un non en lettres capitales de la part des Wallons.

Mais l'après-midi porte conseil et les techniciens wallons s'affairent autour d'un texte de compromis qu'ils soumettront mardi. Paul Magnette, certes, ne parle pas à Justin Trudeau, c'est la chasse gardée de Charles Michel. En revanche, quatre à cinq fois par jour, il a sa ministre Chrystia Freeland au téléphone. Calibrer, recalibrer et travailler une proposition qui soit acceptable d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique.

Et ce lundi soir, «Wallonix» Magnette est fatigué. «J'aspire à faire baisser la pression», souffle-t-il en petit comité. Tout juste le ministre-président wallon a-t-il l'occasion de s'amuser de la Une de Libé qui l'encense que le jour du mardi est déjà arrivé.

Dans le Soir, le président du cdH sonne la charge contre les délinquants politiques de la Commission européenne, taclant Charles Michel au passage. L'entourage du Premier ministre balaye «des propos de café du commerce à la limite de la diffamation». Si Magnette et Michel se parlent, il n'en va pas de même de la paire Lutgen-Michel, bien au contraire. La sacro-sainte proposition wallonne arrive enfin dans les tuyaux du Fédéral, les techniciens de tout bord planchent, les diplomates itou.

## Une assez bonne surprise

Surprise: le Fédéral juge la demande wallonne, texte à l'appui, «assez raisonnable». Logique, elle reprend, à peu de choses près l'idée formulée par François Hollande, Michel et Bettel quelques jours auparavant, de

gel temporaire des tribunaux d'arbitrage. Les modalités sont à lisser. *«Ce texte wallon est une assez bonne surprise»*, s'étonne d'ailleurs Charles Michel devant ses collaborateurs, avant de partir visiter la sucrerie de Tirlemont.

Au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, où là aussi, rappelons-le, on s'oppose au Ceta, le roi Philippe est en visite. Il déboule dans le jeu de quilles flanqué de son directeur de cabinet, le rusé baron Frans Van Daele. À renard, renard et demi, Van Daele tombe sur... André Antoine toujours

là où il faut, semble-t-il. Le président du Parlement wallon tente de rallier le vieux diplomate à la cause des combattants anti-Ceta. *«Vous savez, lui dit-il devant plusieurs témoins, on ne fait pas ça pour nuire à l'image de la Belgique ou au commerce extérieur.»* Hochement de tête du dircab royal à qui on ne la fait plus. Mais le roi Philippe, assure-t-il, est très intéressé par le sujet. *«Tous les jours, nous en discutons lors de son briefing matinal»*, ajoute Van Daele. On est sauvé.

Et voilà une journée du mardi qui, déjà, s'achève. Sous les ors du Palais d'Egmont – là

où règne Didier Reynders – Wallons, Fédéral et Commission sont réunis. Passera, passera pas? A l'heure de boucler cette édition, on en était à savoir si oui ou non les textes de compromis wallons, validés par le Fédéral, pouvaient être envoyés vers l'Europe. On en est (était) là.

À n'en point douter de la matière pour un prochain chapitre de «Wallonix» et les Canadiens.

**«Paul, ce que tu fais**

**est anticonstitutionnel!»**

CHARLES MICHEL

**«C'est quand même triste ce qui se passe pour l'Europe.»**

JUSTIN TRUDEAU